



# LA COLÈRE EST LÀ, LE GRAND DÉBAT N'Y CHANGERA RIEN.

8 Place Malus - 18000 BOURGES  
Tél 02 48 21 24 79  
[cgt.ud.cher@wanadoo.fr](mailto:cgt.ud.cher@wanadoo.fr)

## GREVE ET MANIFESTATIONS LE 19 MARS 2019

Comme vous le savez tous, la CGT a décidé de ne pas participer au grand débat. En effet, qu'y a-t-il à débattre ? Nous sommes aujourd'hui face à des revendications clairement expliquées, l'heure n'est donc plus au débat, mais à la satisfaction de ces revendications.

En effet, quand il n'est plus possible de vivre dignement de son travail, que la vie ne devient quotidiennement qu'une gestion de la pénurie, la question n'est plus de débattre mais de répondre à l'urgence.

Combien d'entre nous ne vivent plus ni de leur salaire ni de leur retraite ?

Le salaire, fruit de notre travail, fruit de la production de la valeur ajoutée par les salariés, devrait nous permettre à tous de vivre. Mais la condition faite aujourd'hui au monde du travail est une balafre dans le visage de notre pays. Le mouvement des gilets jaunes signe la révolte de ceux qui n'acceptent plus de voir leur vie sacrifiée. Vies sacrifiées au nom de la minorité dominante, au nom du capitalisme mondialisé organisé par l'Union Européenne via les gouvernements successifs depuis 40 ans, vies sacrifiées au nom de la « dette », illégitime.

Le peuple entend maintenant retrouver sa souveraineté.

Nous condamnons les politiques de casse de l'ensemble de nos services publics qui détruisent nos territoires.

Nous condamnons les politiques patronales de désertification industrielle avec son lot de délocalisations, de licenciements, de chômage, de précarisation des salariés et de dégradation des conditions de travail.

La destruction méthodique du principe de la Sécurité Sociale et la mise en place des minima sociaux depuis 30 ans ne sont ni un hasard ni anodins. Les minima sociaux placent aujourd'hui leurs bénéficiaires en situation de besoin infamant. Ils sont en permanence soupçonnés de tirer au flanc, de tricher et d'appauvrir le pays. Pire, ils seraient demain contraints de faire du « bénévolat » en échange de ces minima qui ne permettent que de survivre dans les meilleurs cas. Ces prétendus « bénévoles » ne seront en réalité qu'une main-d'œuvre gratuite pour le patronat. On assiste alors à l'étatisation des salaires, ce qui ne fera qu'alimenter des taux de profits records. Seule la consolidation de la Sécurité Sociale et de l'assurance chômage rendra inutile « l'assistanciel » qui est toujours un échec et une atteinte à la dignité, grâce à des campagnes médiatiques de culpabilisation des plus modestes.

Car ce n'est pas la misère organisée qui coûte un pognon de dingue, mais ceux qui l'orchestrent en s'accaparant nos richesses.

La cotisation sociale, appelée plus communément sous le nom de « charges » par les détracteurs de la Sécurité Sociale, est la seule institution garantissant une répartition juste et équitable de la valeur ajoutée. Elle a été fondée

sur le principe de l'abolissement de la peur du lendemain, de la maladie, de l'accident de travail, en faisant cotiser chacun selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. Les salariés ont créé et entièrement géré la Sécurité Sociale de 1946 au début des années 60, une fois et demi le budget de l'Etat, un budget colossal sur lequel l'assurantiel privé et ses actionnaires n'ont pas la main.

Tout le système public de santé avec ses hôpitaux a été financé et construit au sortir de la guerre, en 20 ans, dans un pays ruiné, grâce à la cotisation. Cette même cotisation a permis la construction de nos plus grands hôpitaux, sans avoir recours à l'emprunt bancaire lucratif ! La destruction de la cotisation entraîne avec elle la destruction de nos hôpitaux avec des fermetures de services : maternités, urgences, chirurgie. S'ensuivent des privatisations et dépassements d'honoraires. Les déserts médicaux couplés aux fermetures de nos hôpitaux mettent aujourd'hui en péril la sécurité des populations.

Toute diminution du salaire brut ou salaire socialisé n'est donc sur le fond qu'une baisse de salaire qui doit être largement combattue.

A l'inverse des politiques économiques austéritaires menées depuis 1983 et qui ne peuvent aboutir qu'au désastre que nous connaissons, la CGT défend un autre modèle économique, fondé sur la reconnaissance du travail avec :

**- La revalorisation des salaires et des retraites à 2.000 € bruts minimum.**

**- L'augmentation des taux de cotisations sociales, pour atteindre le « 100% Sécu ».**

**- La suppression de la fiscalisation de la protection sociale dont la CSG.**

**- La refonte de la fiscalité, dont l'impôt le plus injuste qu'est la TVA, avec une TVA nulle sur les produits de première nécessité.**

**- Une Sécurité Sociale professionnelle assurant la continuation des droits hors du contrat de travail.**



## **LE MARDI 19 MARS** **RASSEMBLEMENTS**



<b><u>BOURGES</u></b>	<b>10 H 00</b>	<b>PLACE SERAUCOURT</b>
<b><u>VIERZON</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>FORUM REPUBLIQUE</b>
<b><u>SAINT-AMAND</u></b>	<b>10 H 00</b>	<b>DEVANT L'HOPITAL</b>
<b><u>SAINT-FLORENT</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>PLACE DE LA REPUBLIQUE</b>
<b><u>LA GUERCHE</u></b>	<b>10 H 30</b>	<b>PLACE DU GENERAL DE GAULLE</b>